



Le micro financement une alternative pour le Tiers Monde?

ALAIN LABELLE
collaboration de Anne Duhamel

Il y a maintenant 50 ans que les pays occidentaux viennent en aide au pays en voie de développement. La diplomatie occidentale s'en félicitera probablement en soufflant sur les chandelles d'un gros gâteau au chocolat. Mais voilà; pour les pays du Tiers Monde, le morceau est gros à avaler, si bien qu'aujourd'hui ont ne réclame pas sa part du gâteau mais on se demande plutôt s'il a un jour levé.

La dette du Tiers Monde se chiffre aujourd'hui à 2 000 milliards de dollars. Officiellement non remboursable, cette dette a engendré, chez les pays débiteurs, une situation de dépendance financière et technologique. Ironiquement, depuis 1983, les flux

financiers entre pays riches et pays pauvres se sont inversés. Ainsi, le Tiers Monde «se trouverait à financer le surdéveloppement du monde développé puisque les pays pauvres envoient plus d'argent aux riches que le contraire» explique Jacques Gélinas, auteur du livre *Et si le Tiers Monde s'autofinçait? De l'endettement à l'épargne*.

Pour les pays du Tiers Monde, il est presque impossible d'épargner. Le remboursement de leurs dettes respectives rendant impossible toute forme d'épargne interne. Le poids de l'endettement empêche alors l'épargne de jouer un rôle dans le développement.

L'aide occidentale n'a pas eu les effets escomptés en grande partie à cause de l'émergence de «l'aïdocratie», une classe socio-politique composée des élites, de politiciens,

de technocrates, de fonctionnaires qui se sont enrichis grâce à l'«aide» et aux recettes d'exportation de matières premières. On relègue ainsi à l'État l'exclusivité du rôle de gestionnaire de l'aide extérieure. «Il suffit, même dans le pays le plus pauvre, d'occuper un poste dans l'appareil d'État ou mieux dans un organisme international de développement pour s'assurer un revenu de 100 ou 1000 fois supérieur à celui de la moyenne de ses concitoyens» explique M. Gélinas. Ainsi, des personnages comme Mobutu, le président du Zaïre, ont pu accumuler une fortune de cinq à huit milliards de dollars pendant que la dette de son pays atteignait 11 milliards.

Devant l'aberration d'un demi siècle d'aide extérieure, l'épargne

locale serait peut-être LA solution pour financer le développement. Tant pour les individus que pour les sociétés, l'épargne privée et volontaire «est le prix de l'autonomie, de la liberté, de la croissance et de l'épanouissement» pense M. Gélinas. Tous les pays industrialisés se sont développés à partir de l'épargne. Le développement se définit par conséquent comme un processus de capitalisation, d'accumulation du capital à partir de l'épargne.

L'épargne existe dans le Tiers Monde. D'abord, on trouve l'épargne formelle. Selon les statistiques des Nations Unies, les pays sous-développés ont plus d'épargne brute que les pays développés. L'épargne brute (la différence entre toutes les recettes et les dépenses publiques et privées) sert toutefois à payer la dette, à financer les militaires (en sept ans, 1000 milliards de dollars).

Ensuite, s'impose le secteur informel. Les gouvernements sont dépassés par cette économie qui «fonctionne en marge du système financier officiel, de la compatibilité publique, de l'impôt et de la

taxation». À Lima au Pérou, 42% des logements (valeur de 8.5 milliards de dollars) sont informels et abritent 47% de la population. À Taiwan, 55% de l'économie est informelle. Au début, on prédisait l'absorption du secteur informel par le secteur formel. Aujourd'hui, l'épargne informelle fait plus qu'exister, elle s'est donné un système financier informel pour la mobiliser. En guise d'exemple, prenons celui des «tontines», genre de cagnotes communautaires existant sous plusieurs formes partout dans le Tiers Monde et ce depuis longtemps. Pour Gélinas, c'est à travers «cette gestion commune du patrimoine local accessible à tous, dans les secteurs informel et traditionnel, que se fait et se fera l'apprentissage de la démocratie».

En somme, le Tiers Monde doit trouver sa voie dans l'autodéveloppement et l'autofinancement. Mais pour se faire les pays développés «devront prendre moins et non pas donner plus». Mais pour y arriver, il faudrait que les protagonistes puissent négocier d'égal à égal. Peut-on y croire? ♦

Micro-financing An Alternative for the Third World?

BY ALAIN LABELLE
additional reporting by
Anne Duhamel

It has been fifty years since the Great Powers came to the "aid" of the developing countries. Western diplomacy is probably celebrating this milestone, offering itself congratulations while blowing out the candles on a giant chocolate cake. But alas, for the nations of the Third World, this very same cake is painful to swallow and impossible to digest.

The Third World debt presently amounts to about two thousand billion dollars. Officially irredeemable, it has engendered in the debtor nations a state of financial and technological dependence. Ironically, since 1983 the flow of money between rich and poor countries has in fact been reversed. According to Jacques Gélinas, author of the book *Et si le Tiers Monde s'autofinçait? De l'endettement à l'épargne* (And if the Third World Financed Itself? A Way Out of Indebtedness), "As it turns out, the Third World finds itself financing the overdevelopment of the developed world, since the poor countries send more money to the rich ones than the other way around." The respective debts of the nations of the Third World

constitute an unbearable weight, one which makes it impossible to generate internal savings. Consequently, funds which might otherwise be used for the purposes of development are rendered unavailable.

As for Western assistance, it has clearly not produced the anticipated benefits. This is in large part due to the emergence of an "aidocracy", a socio-political class composed of élites, politicians, technocrats and civil servants who have enriched themselves thanks both to "aid" and to the revenues obtained from the export of raw materials. The State has been handed a monopoly over the distribution of "foreign assistance", and, as Gélinas describes, even in the poorest countries, "it suffices to occupy a position within the government apparatus, or, better still, with some international development organization in order to guarantee oneself an income one hundred to one thousand times greater than the average received by one's fellow citizens." This state of affairs has permitted various "luminaries" to amass rather hefty personal fortunes. President Mobutu of Zaïre, for instance, was able to rake in an amount estimated at between five and eight billion dollars, figures not far removed from the eleven

billion dollars which at the time represented the debt of his entire country.

Faced with the distortions caused by a half-century of foreign aid, saving on a local level may perhaps turn out to be the ultimate solution to the problem of development financing. Both for individuals as well as societies, states Gélinas, private and voluntary saving "represents the price of autonomy, of liberty, of growth and of prosperity." Development can be viewed as a process of capitalization, of the accumulation of capital originating with saving. Indeed, all the developed countries have followed this road.

Conservation of funds in the Third World does indeed exist. First of all, there is "formal" saving. According to United Nations statistics, the underdeveloped countries have superior economization records than do the developed ones. However, gross savings (the difference between all public and private revenues and expenses) only serve to pay off the debt and to finance military expenditures (in seven years, one thousand billion dollars).

Secondly, there is the saving produced by the all-important "informal" sector. Governments have been surpassed by this branch of the economy which

"functions outside of the official financial system and its public accountability, duties and taxes." In Lima, Peru, forty-two per cent of dwellings, possessing a value of eight and a half billion dollars and housing forty-seven per cent of the population are informally owned. In Taiwan, fully fifty-five per cent of the economy is informal. Previously, it had been presumed that the formal economy would eventually absorb the informal. Today, it is clear that the unofficial sector does more than just continue to exist: it has provided itself with informal, dynamic financial mechanisms. By way of example, there is the *tontine*, a kind of com-

munity "kitty" which has long existed in various forms throughout the Third World. According to Gélinas, it is this "common management of a universally accessible local inheritance in the informal and traditional sectors which will provide the apprenticeship in democracy."

In a word, the best option for the Third World is that of self-development and self-financing. The implication here is that the developed countries must "take less, not give more." This further requires that the protagonists negotiate on the basis of equals. Is this a realistic expectation? ♦



- Soins visage
- maquillage
- leçon de maquillage
- épilation à la cire: jambes, bras, visage
- ligne de sourcils
- décoloration visage/bras
- teinture cils et sourcils

- traitement de cellulite
- massage corporel
- manucure
- pédicure
- réflexologie
- électrolyse
- perçage d'oreilles

Rabais de 10 %
avec ce coupon

3575, avenue du Parc
Les Galeries du Parc, suite 5205
Tél.: 844-9709